
Nº. XXXV.

L'AMI DU PEUPLE

OU

LE PUBLICISTE PARISIEN ,

JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL ;

*Par M. MARAT , Auteur de L'OFFRANDE A
LA PATRIE , du Moniteur , et du PLAN DE
CONSTITUTION , etc.*

Vitam impendere vero.

Du Mercredi 11 Novembre 1789.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Du 10. Novembre 1789.

L'OUVERTURE de la séance a été précédée d'un scrutin pour la nomination d'un président ; ce scrutin ne sera vérifié que demain. Quatre candidats sont mis sur les rangs : ce sont MM. l'archevêque d'Aix , l'abbé de Montesquiou , Emmery et Thouret. On parle aussi de M. le duc d'Aiguillon.

G

On a fait ensuite lecture du procès-verbal de la dernière séance , et de plusieurs adresses de villes et de communautés. Parmi ces adresses , on a distingué celle des religieux Feuillans de Saint-Martin de Belle-Fontaine , qui font l'offre patriotique de leur argenterie et de leurs services , pour tel emploi utile que la société voudra leur confier.

On est venu ensuite à l'ordre du jour , c'est-à-dire , à la continuation de la discussion sur la nouvelle division territoriale de la France. M. le Comte de Mirabeau a le premier pris la parole ; il s'est attaché à combattre le plan du comité , et à démontrer la supériorité du sien.

M. Thouret a demandé à répondre à M. le comte de Mirabeau ; mais en même temps , il a observé que le plan de division , combattu par M. le comte de Mirabeau , étant l'ouvrage du comité de constitution dont il est membre , il étoit juste qu'il concertât sa réponse avec ses collègues. L'assemblée s'est rendue à cette observation , et a renvoyé à demain la continuation de la discussion des plans de division du royaume.

Après cette décision , l'un de MM. les secrétaires a relu l'arrêté de la chambre des Vacations du parlement de Rouen.

Plusieurs membres ont opiné pour que la motion , que M. Barrère de Vieuzac a faite hier , à l'occasion de cet arrêté , fut adoptée purement et simplement.

L'assemblée a délibéré sur cette motion , et elle a rendu le décret suivant :

L'assemblée nationale , considérant que l'arrêté pris le 6 de ce mois , par la chambre des Vacations du parlement de Normandie , et qui lui a été communiqué par ordre du roi , est un attentat à la puissance souveraine de la nation , a décrété et décrète :

1°. Que M. le président se retirera devers le roi , pour le remercier , au nom de la nation , de la promptitude avec laquelle il a pros crit cet arrêté , et réprimé les écarts de ladite chambre.

2°. Que cette pièce sera envoyée au tribunal auquel elle a attribué provisoirement la connoissance des crimes de lèze-nation , pour le procès être instruit contre les auteurs dudit arrêté , ainsi qu'il appartiendra.

3°. Que le roi sera supplié de nommer une autre chambre des vacations , prise parmi les autres membres du parlement de Rouen , avec les mêmes pouvoirs et les mêmes fonctions que la précédente , laquelle enregistrera purement et simplement.

Le scrutin , dont on ne devoit savoir le résultat que demain , a été ouvert ; et MM. l'archevêque d'Aix , Thouret et Emmery s'étant trouvés en concurrence , la majorité n'a été décidée pour aucun d'eux. On procédera demain , avant la séance , à un nouveau scrutin.

SUITE DES OBSERVATIONS DU RÉDACTEUR.

Ce sont ces émeutes qui ont subjugué la faction * aristocratique des états-généraux , contre laquelle avoient échoué les armes de la philosophie et l'autorité du monarque ; ce sont elles qui l'ont rappelé , par la terreur , au devoir , qui l'ont amenée à se réunir au parti patriotique , et à concourir avec lui pour sauver l'état. Suivez les travaux de l'assemblée nationale , et vous trouverez qu'elle n'est entrée en

* On m'a fait un crime d'avoir dit que les états-généraux renferment dans leur sein une faction ennemie ; il falloit donc me crever les yeux , pour empêcher qu'elle ne blessât ma vue. Soit , réplique-t-on ; mais toutes vérités ne sont pas bonnes à dire. C'est le langage d'un esclave , et je suis un homme libre : c'est le langage d'un ignorant , qui ne sait pas que le plus affreux scandale peut seul forcer les ennemis publics à fuir ou à rentrer dans le devoir. Pour perdre le royaume , ruiner les peuples , les réduire en servitude , les scélérats se cachent ; ils trament dans les ténèbres : rien ne les épouvante que le grand jour ; rien ne les désespère que l'éclat de la vérité. La vérité , la vérité toute nue ; j'ose la montrer à mes concitoyens ; et , qui plus est , j'ose inviter tous les écrivains politiques , qui ont des vues et du patriotisme , à suivre cet exemple : c'est le seul moyen de sauver l'état.

Fort bien : mais ne devez-vous pas craindre d'enlever à l'assemblée toute considération publique ?... Qu'elle travaille à la mériter , elle est sûre de l'obtenir.

activité qu'à la suite de quelque émeute populaire , qu'elle n'a décrété de bonnes loix qu'à la suite de quelque émeute populaire , et que , dans des temps de calme et de sécurité , cette faction odieuse n'a jamais manqué de se relever pour mettre des entraves à la constitution , ou faire passer des décrets funestes.

C'est donc aux émeutes que nous devons tout , et la chute de nos tyrans , et celle de leurs favoris , de leurs créatures , de leurs satellites , et l'abaissement des grands , et l'élévation des petits , et le retour de la liberté , et les bonnes loix qui la maintiendront , en assurant notre repos et notre bonheur.

La loi martiale qui proscriit les attroupemens , n'a donc été proposée que par un ennemi du bien public ; elle n'a été arrachée que par des traîtres à la patrie , et elle n'a été accordée que par des suppôts de la tyrannie. Qu'ils aggrément ces qualifications , s'ils n'aiment mieux recevoir celle d'imbécilles.

Les ennemis qui me persécutent peuvent me faire un crime d'une pareille doctrine ; mais je la prêche par devoir , par l'ordre impérieux de ma conscience ; et je ne la déguiserai point , dussé-je porter ma tête sur un échafaud.

Les cœurs sensibles ! ils ne voient que l'infortune de quelques individus , victimes d'une émeute passagère ; ils ne compatissent qu'au supplice mérité de quelques scélérats : je ne vois que les malheurs , les calamités , les désastres d'une grande nation livrée à ses tyrans , enchaînée , pillée , vexée , foulée , oppri-

mée, massacrée pendant des siècles entiers. Qui, d'eux ou de moi, a le plus de raison, d'humanité, de patriotisme ? Ils s'efforcent d'endormir le peuple ; je m'efforce de le réveiller : ils lui donnent de l'opium ; je verse de l'eau forte dans ses blessures , et j'en verserai jusqu'à ce qu'il soit pleinement rentré dans ses droits , jusqu'à ce qu'il soit libre et heureux.

N'avoir point de vues personnelles , et proposer une loi martiale contre les attroupemens , c'est singer les anglais ; et le comte de Mirabeau n'est pas homme à cela. Quoi qu'il en soit , nous lui devons quelques observations.

Une loi martiale contre les attroupemens est bonne, excellente , admirable , lorsque la constitution consacrée est juste et sage , nous allions dire parfaite , et que les dépositaires de l'autorité se renferment dans le devoir ; alors elle empêche que des esprits inquiets et brouillons ne soulevent le peuple pour tout bouleverser , et elle devient le plus ferme rempart de la liberté , du bonheur. Mais lorsqu'une nation travaille à rompre ses fers , lorsqu'elle se débat contre les ennemis publics qui remplissent tous les départemens , et cherchent à la livrer à l'anarchie , ou à la replonger dans la servitude , pour la tyranniser à leur gré , une loi martiale devient un mur d'airain élevé autour de l'abîme où elle est plongée. O Mirabeau ! quand tu n'aurois fait que ce mal à la France , ton nom devroit être en horreur aux bons citoyens ! Et quand Robespierre n'auroit d'autre titre à la reconnaissance publique que de s'y être opposé , son nom leur sera toujours cher.

LETTRE AU RÉDACTEUR,

Paris , ce 11 octobre 1789.

Vos affaires , monsieur , vont très-mal à Paris. Le lieutenant-criminel et le procureur du roi au châtelet vous instrumentent de la belle manière. Vous êtes décrété de prise-de-corps à la requête de M. Joly. L'huissier , porteur du décret , a été aujourd'hui pour le mettre à exécution au district des Cordeliers , où l'on vous croyoit retiré. Si monsieur Joly est innocent , il fait bien de vous poursuivre à outrance. Mais pourrez-vous prouver qu'il est coupable ? C'est au Comte de Pernet à l'accuser , s'il y a quelque prévarication à lui reprocher. Vous êtes sans mission , puisque le comte vous désavoue ; et pour que vous eussiez droit de l'inculper , il auroit fallu que M. de Pernet l'eût fait juger prévaricateur. Or , il n'y a de lui que des plaintes que le hasard vous a fait entendre , ce qui ne prouve pas que l'accusé soit coupable. Permettez-moi ces observations , c'est l'intérêt qui les dicte. Je crains qu'un beau zèle ne vous ait entraîné trop loin. Les Juges du châtelet seront tout ce qu'on voudra , mais ils ont en main

la puissance judiciaire , et elle est bien formidable *. Je tremble pour vous : mettez-vous en sûreté.

* Voilà , sans contredit , la plus sanglante satire qu'on puisse faire d'un tribunal.

La suite à l'ordinaire prochain.

On souscrit à Paris , chez DUFOUT , rue des Cordeliers , N^o. 6.

Le prix de la Souscription est de 12 liv. pour trois mois , franc de port par la Poste.

DE L'IMPRIMERIE PATRIOTIQUE.